

Comment gérer une crise des taxes à Québec

MARC-ANDRÉ GAGNON

PUBLIÉ LE: SAMEDI 16 FÉVRIER 2013, 22H43 | MISE À JOUR: SAMEDI 16 FÉVRIER 2013, 22H52



PHOTO JEAN-FRANÇOIS DESGAGNÉS

«Paraît qu'il y a un maire à confesser ici?» C'est en lançant cette boutade sur un ton tout à fait amical que l'archevêque de Québec, Mgr Gérard Cyprien Lacroix, a salué le maire de Québec, Régis Labeaume, mercredi, en arrivant à sa rencontre dans les couloirs de la Maison Mère-Mallet, dans le Vieux-Québec. «Ah, si cet homme-là était cardinal...», a rétorqué chaleureusement le maire Labeaume. Les deux hommes ont pris part à l'inauguration des locaux de l'Institut Mallet, installé dans les locaux laissés vacants par les Sœurs de la charité. Le maire a fait beaucoup jaser sur les réseaux sociaux en début de semaine, après avoir lancé à la blague qu'il entendait déménager «le Vatican à Québec» si Mgr Ouellet est élu pape. — Marc-André Gagnon

L'augmentation fulgurante du compte de taxes de certains commerçants de Québec a donné lieu à la plus importante crise qu'a dû gérer l'administration Labeaume depuis cinq ans.

Il était surprenant de voir, avant la dernière séance du conseil municipal il y a deux semaines, le maire de Québec mettre lui-même la table à propos des «histoires d'horreur» qu'il prévoyait voir ou lire dans les médias sur les augmentations des comptes de taxes.

Le maire qualifiait alors de «cas extrêmes» les contribuables qui subiront une hausse de plus de 10 % de leur compte de taxes foncières. Il soulignait que ces derniers ne représentaient pas plus de 6 % des contribuables de Québec, alors que la hausse moyenne résidentielle se chiffre à 1,9 % en moyenne pour 2013 et à 2,9 % dans le secteur non résidentiel.

On a mieux compris ensuite que son cabinet avait certainement eu vent de la grogne qui se propageait parmi les gens d'affaires. Quelque 160 d'entre eux, dont certains doivent encaisser des hausses de l'ordre de 30 à 100 %, ont participé cette semaine à une réunion dans le but de trouver des solutions et de mettre de la pression sur la Ville de Québec.

Main de maître

La réponse du maire n'a pas tardé. Il a avisé les commerçants qu'ils pouvaient compter sur eux et qu'il était prêt à les aider, mais qu'ils se trompaient de cible.

Régis Labeaume a dit souhaiter rencontrer le ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault, rappelant qu'il était tributaire de la loi provinciale. Il a réitéré qu'il était insensé que les revenus des villes dépendent à 75 ou 80 % des taxes basées sur l'impôt foncier. Il propose qu'une partie des recettes émanant des taxes de vente revienne aux municipalités.

Le maire se dit également d'accord avec l'idée de créer différentes catégories d'immeubles dans le secteur non résidentiel. Mais, encore une fois, a-t-il pris soin de préciser, la balle est dans le camp du gouvernement.

Selon Richard Thibault, spécialiste en gestion de crise chez RTCOMM, le maire s'en est tiré de brillante façon. «Quand on gère une crise, il y a trois grands principes de base qu'on se doit de respecter : être proactif, être transparent et s'occuper des victimes. Je donne une note de 10 sur 10 au maire de Québec», dit-il.

S'en sortir

Le maire a déclaré cette semaine que «quand on se parle entre politiciens, des fois on a peut-être de la misère à se convaincre. Mais quand les gens d'en bas vont parler, peut-être qu'ils vont faire des pressions et que les élus du gouvernement du Québec vont comprendre. Je le souhaite.»

Or, il est clair que le maire aura avantage à faire bouger rapidement le gouvernement du Québec. «Car plus cette crise perdurera et s'amplifiera et plus ça risque d'avoir un impact négatif sur le maire et son travail», observe M. Thibault.

Tout est donc loin d'être gagné. L'objectif final consistera, pour l'administration Labeaume, à se sortir le plus vite possible de cette crise, et avec le moins de dommages possible.

Une finalité qui n'échappe pas aux gens d'affaires, dont certains comptent se rendre à la séance du conseil municipal, lundi soir, pour faire valoir leur point de vue.

M. Thibault se dit tout à fait d'accord avec Pierre Dolbec, président de la Corporation des parcs industriels de Québec, lorsqu'il dit qu'il faut se mobiliser et parler fort afin de faire bouger les choses. «C'est comme ça que ça fonctionne en politique, note M. Thibault. Et je pense que le gouvernement réalise bien aussi qu'à Québec, contrairement à d'autres régions, on est sur un élan extrêmement positif sur le plan économique. Alors, si on ne veut pas casser cette vague-là, il va sans doute falloir s'ôter les mains des poches et bouger plus vite.»